L'honneur revendiqué des compagnons de métier Rhin supérieur – fin du Moyen Âge

Medieval journeymen's sense of honour in the upper Rhine valley

*Der Anspruch der Oberrheinischen Handwerksgesellen auf ihre Ehre am Ende
des Mittelalters*

Monique Debus Kehr

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4297>

DOI : 10.4000/alsace.4297

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 117-130

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Monique Debus Kehr, « L'honneur revendiqué des compagnons de métier », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 21 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4297> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4297>

L'honneur revendiqué des compagnons de métier

Rhin supérieur – fin du Moyen Âge

Monique Debus Kehr

117

Dans l'ouvrage collectif *Verletzte Ehre*, de 1995¹, les auteurs s'attachent à étudier les questions d'honneur au Moyen Âge et à l'époque moderne dans les pays germaniques. Ils y posent quantité de questions, dont la première est : qu'est-ce que l'honneur ? Est-il, pour un individu, le sentiment de sa propre valeur ? La reconnaissance sociale ? Pour un groupe, est-il une notion qui recouvre des formes d'action politique et sociale ? Un ensemble de paradigmes d'actions ritualisées ? Une valeur juridique cimentant les groupes ? Un système de valeurs distribué en fonction de l'appartenance à un *Stand*² ?

L'honneur est sans nul doute tout cela à la fois. Au Moyen Âge, il est non seulement une notion individuelle, à défendre en tant que telle, mais encore une notion collective revendiquée par un groupe défini, quelle que soit la couche de la population à laquelle il appartient ou qu'il constitue. Si le caractère subjectif de l'honneur ne peut être écarté, il se dissout néanmoins lorsque l'honneur relève d'un ensemble de règlements

1. Klaus SCHREINER et Gerd SCHWERHOFF, Hg. *Verletzte Ehre, Ehrkonflikte in Gesellschaften des Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Cologne-Weimar-Vienne, 1995.

2. Klaus SCHREINER, "Verletzte Ehre : Ritualisierte Formen sozialer, politischer und rechtlicher Entehrung im späten Mittelalter und in der beginnenden Neuzeit", *Die Entstehung des öffentlichen Strafrechts*, 1999, p. 263-335. Andreas DEUTSCH, "Was ist Ehre? Ein Rechtsbegriff im historischen Vergleich", *Früchte vom Baum des Wissens. Eine Festschrift der wissenschaftlichen Mitarbeiter*, 2009, p. 179-192. Martin DINGES, "Die Ehre als Thema der Stadtgeschichte. Eine Semantik im Übergang vom Ancien Regime zur Moderne", *Stadtgeschichte (Basistexte)*, 2017, p. 111-140.

établis par les corporations ou les autorités des villes, qui identifient les atteintes, prévoient les peines encourues par ceux qui les commettent et appliquent ces dernières.

Quelles sont les formes d'atteintes à l'honneur ? À titre individuel, arracher le chapeau d'un homme est considéré comme un outrage qui demande réparation. Injurier quelqu'un en le traitant, par exemple de voleur ou de menteur, lui souhaiter une maladie grave comme l'épilepsie ou mettre en doute son intégrité ou celle d'un proche, comme le traiter de fils de putain, refuser de serrer la main, de trinquer constituent d'autres affronts et sont autant de défis qui dégénèrent souvent en rixes, voire en batailles rangées, et conduisent parfois au meurtre³.

Ces offenses à l'honneur demandent vengeance. Exécutée par la personne lésée, et/ou ses proches, elle est déterminante dans le rétablissement de l'honneur. Cependant, ces atteintes constituent des délits plus ou moins graves en regard des règlements en vigueur et donnent lieu parfois à des poursuites par les autorités, en particulier lorsque atteinte à l'honneur et vengeance prennent des dimensions incontrôlables. L'intervention des autorités judiciaires et la sentence rendue donnaient le sentiment que justice avait été faite (il arrivait qu'aucune des deux parties ne soit satisfaite⁴).

L'honneur est aussi lié à un groupe social défini, la structure de la société médiévale étant fortement hiérarchisée⁵. Chacun de ces groupes dispose de droits qui mobilisent la fierté : par exemple, le rang dans une manifestation publique le jour de la prestation de serment à la ville, le *Schwörtag*, ou dans les processions, le rang dans l'ensemble des corporations, les tenues vestimentaires différenciées, régies par les

3. Winfried SPEITKAMP, *Ohrfeige, Duell und Ehrenmord. Eine Geschichte der Ehre*, Stuttgart, 2010.

4. Sylvia KESPER-BIERMANN, Ulrike LUDWIG, Alexandra ORTMANN, Hrsg., *Ehre und Recht: Ehrkonzepte, Ehrverletzungen und Ehrverteidigungen vom späten Mittelalter bis zur Moderne*, Magdebourg, 2011. Andreas DEUTSCH, "Hierarchien der Ehre: zur rechtlichen Dimension von Ehre und Unehrllichkeit in der Frühneuzeit", *Ehre und Recht. Ehrkonzepte, Ehrverletzungen und Ehrverteidigungen*, 2011, p. 19-39.

5. Erich MASCHKE, „Verfassung und soziale Kräfte in der deutschen Stadt des späten Mittelalters vornehmlich in Oberdeutschland“, in *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Beiheft 68, 1980, p. 170-274.

Kleider-Ordnungen, et le port de bijoux, le nombre d'invités que l'on peut rassembler lors d'une fête et le montant des dépenses afférentes, le droit de bourgeoisie que l'on peut acquérir, l'habitat au centre des villes ou dans les faubourg hors les murs, la considération sociale liée à un état, la participation au gouvernement des villes, et ainsi de suite⁶.

Les compagnons de métier appartiennent à la couche sociale la plus basse. Ils la partagent avec les domestiques, les femmes célibataires, les journaliers et même les marginaux que sont les mendiants, les prostituées et les lépreux, les premiers parfois regroupés dans une « corporation », les lépreux étant « morts au monde » et confinés dans une léproserie. Les compagnons ne peuvent acquérir le droit de bourgeoisie aussi longtemps que dure leur formation, n'ont pas le droit de vote au sein de leur corporation, sont sous la coupe de leur maître et patron, non seulement pendant leur temps de travail, mais encore en dehors de ce temps, par exemple lorsqu'ils se réunissent au sein de leur confrérie propre. Ils ne possèdent pas de biens, sont soumis à des restrictions vestimentaires, notamment lors, ou à la suite de conflits professionnels (interdiction de porter des chapeaux ronds, des chaussures bicolores). Par ailleurs, ils sont contraints de respecter quantité de règlements et de prêter plusieurs serments et surtout, ils subissent des mesures de rétorsion lorsqu'éclatent des rivalités liées à des conditions de travail ou que surgissent d'autres événements les touchant particulièrement et qu'ils considèrent sous l'angle de l'honneur⁷. Ainsi, en 1495, les compagnons boulangers de Colmar, victimes d'une atteinte collective à leur honneur, vont entreprendre une action, jugée illégale par les autorités, qui engagent des poursuites. Ils n'auront de cesse de continuer des menées pour être réhabilités dans leur honneur.

6. Jürgen ELLERMAYER, „Sozialgruppen, Selbstverständnis, Vermögen und städtische Verordnungen“, *Blätter für deutsche Landesgeschichte*, 113, 1977, p. 203-275.

7. Knut SCHULZ, *Handwerksgesellen und Lohnarbeiter. Untersuchungen zur oberrheinischen und oberdeutschen Stadtgeschichte des 14. bis 17. Jahrhunderts*, Sigmaringen, 1985. Kurt WESOLY, *Lehrlinge und Handwerksgesellen am Mittelrhein. Ihre soziale Lage und ihre Organisation vom 14. bis ins 17. Jahrhundert*, (= *Studien zur Frankfurter Geschichte*, 18), Frankfurt am Main, 1985.

Les compagnons boulangers de Colmar

Dans les articles qu'ils ont consacrés à l'affaire des boulangers de Colmar, telle qu'elle est nommée dans l'historiographie, trois historiens alsaciens au moins, l'Abbé Mercklen⁸, Auguste Hanauer⁹ et Lucien Sittler¹⁰ écrivent que les compagnons boulangers ont agi pour « une simple question de préséance dans une cérémonie religieuse » ou « pour une simple question d'amour-propre froissé » (Mercklen), que « les causes de la grève étaient d'importance minime » (Sittler) ou encore « le tout au sujet d'un cierge, d'une misérable querelle de préséance » (Hanauer). Autrement dit, pour une ridicule question d'honneur mal placé.

Une question d'honneur, certes, mais était-elle ridicule ? De quoi s'agit-il ? Depuis des temps anciens, les compagnons boulangers de Colmar défilaient dans le cadre de leur confrérie de piété dédiée à Notre-Dame à proximité immédiate du Saint-Sacrement lors de l'éminente procession annuelle de la Fête-Dieu. Leur place était due à l'ancienneté de leur confrérie et sans doute à leur activité, la fabrication du pain. C'était là leur honneur et leur fierté. Cette procession réunissait les corps constitués de la ville, membres du Magistrat, corporations, confréries, en un long défilé à travers les rues décorées de branchages. Cette procession mettait l'accent en premier lieu sur la piété et ses manifestations publiques, mais aussi sur les hiérarchies sociales, sur la nécessaire cohésion de la population à travers un rituel grandiose, et permettait d'exprimer l'honneur que tout groupe constitué ressentait en arborant bannières et autres emblèmes.

Dans les deux ou trois années précédant 1495, cette place avait été déniée aux compagnons boulangers, au nombre de 29, en raison de la prétendue modicité de leurs porte-cierge. Tant le Conseil que le chapitre Saint-Martin étaient les artisans de cette mise à l'écart. Les compagnons

8. M. l'Abbé P. A. MERCKLEN, « Les boulangers de Colmar », Xavier MOSSMANN, *Notes et documents tirés des Archives de la ville de Colmar*, Colmar, 1872, p. 4 et 64.

9. Auguste HANAUER, *Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, Paris-Strasbourg, 1878, p. 27-28.

10. Lucien SITTLER, « Les mouvements sociaux à Colmar du XIV^e au XVI^e siècles », *Revue d'Alsace*, 1956, p. 137.

boulangers avaient alors investi 250 florins dans de nouveaux porte-cierge, somme énorme eu égard à leurs possibilités financières, et qui leur avait demandé, disent-ils, de gros sacrifices¹¹.

Ces porte-cierge, appelés aussi torchères, de plusieurs mètres de haut, étaient de bois sculpté et richement ornés de statuettes de saints ou d'emblèmes des métiers. Contrairement à leur engagement, ni les autorités municipales ni le chapitre Saint-Martin n'avaient permis aux compagnons de retrouver leur place. De dépit et comme l'année précédente, ils n'avaient pas participé à la procession de 1495. Le soir même, ils s'étaient réunis pour se concerter et décider de la façon dont ils allaient, une fois encore, porter l'affaire devant le Magistrat. Avertis qu'une menace planait sur eux et craignant une action violente, telle qu'ils en avaient déjà subie, ils s'enfuient pour se réfugier à Bergheim, ville d'asile, et entamaient de ce fait une grève¹². Le lendemain, la ville les fit décrier comme parjures¹³.

Aucun accord n'ayant été trouvé entre la ville et les compagnons, l'affaire est portée devant le tribunal de Bergheim afin qu'il rende un arbitrage. Les minutes du procès, sous forme d'une charte d'une longueur et d'une précision exceptionnelles, présentent les arguments des uns et des autres selon le procédé judiciaire de la *rede* et de la *wiederrede*¹⁴. La

11. Archives municipales de Colmar (AMC), HH 52, n° 1. Le jugement de Bergheim.

12. Ce privilège est consigné dans le registre des droits et coutumes de la ville de Bergheim : ce droit consistait à héberger et à protéger contre tout acte de violence les auteurs d'homicide involontaire. Le droit d'asile avait été octroyé par une charte de l'archiduc d'Autriche Rodolphe IV le 24 février 1361 et confirmé par l'empereur Wenceslas le 1^{er} novembre 1379. La charte précise qu'aucun homme coupable d'un homicide ou autre crime à Bergheim ne pourra y invoquer la franchise. D'autres villes d'Alsace bénéficiaient de ce droit, mais, à Bergheim, il prend un développement considérable et fait la renommée de la ville.

13. Archives municipales de Strasbourg (AMS), III, 12a. *Der ußrüff zü Colmer* : « Le Magistrat et le Conseil font savoir à tous que les compagnons boulangers en service auprès de leurs maîtres, au mépris de leur serment, se sont enfuis de la ville sans raison valable, et si cela donne lieu à un procès, ils ne pourront pas prouver le contraire. Pour qu'on ne manque pas de pain, [le Conseil décide] que tous les boulangers et ceux que cela intéresse pourront apporter au marché et vendre tous les jours et aussi souvent que cela les arrangera, du pain blanc, du pain de boulangerie (ordinaire), de la fleur de farine, de la farine plus grossière et de la semoule. Que chacun se conforme à ces dispositions. » Traduction de l'auteur.

14. AMC, HH 52, n° 1. 6 novembre 1495. Texte intégral en allemand et traduction française dans Monique DEBUS KEHR, *Contestation et société : la révolte des compagnons boulangers de Colmar, 1495-1505*, Mémoire de maîtrise, Strasbourg, 2001, p. 51-61.

ville reproche aux compagnons d'avoir failli à leur serment de servir leurs maîtres fidèlement, d'avoir failli au serment prêté à la ville de soutenir son honneur et ses intérêts, d'avoir passé outre à leur promesse de porter tout litige devant le Magistrat et d'accepter le droit en vigueur et surtout, de s'être réunis sans en informer le maître de leur métier et d'avoir quitté la ville.

La *wiederrede* des compagnons expose que le serment primordial est celui prêté à leur confrérie, la plus ancienne de la ville. Ils avaient ainsi promis de la faire prospérer et d'en maintenir les droits et coutumes. Il exposent ensuite qu'ils avaient depuis toujours cheminé à proximité immédiate du Saint-Sacrement, avaient été évincés de cette place, ce dont ils n'étaient pas responsables, qu'ils s'étaient adressés au Conseil pour régler le problème et que ce dernier leur avait assuré qu'ils la retrouveraient lorsqu'ils posséderaient des porte-cierge plus beaux, qu'ils avaient acquis. Ils affirment ensuite qu'ils s'étaient réunis dans un couvent pour délibérer sur la manière dont ils pouvaient agir pour qu'on cesse de les traiter de façon offensante. Devant la menace qui pesait sur eux, ils s'étaient enfuis, mais non nuitamment, comme cela leur était reproché. Ils ajoutent qu'ils n'avaient pas causé de tort à leur maître, puisque ce jour-là, on ne cuisait pas le pain.

Ils poursuivent en affirmant que leur engagement est hebdomadaire et qu'en cas de rupture abusive, ils versent une amende à la corporation et à la confrérie, ce qui ne regarde en rien la ville. Ils estiment que le serment les liant à la ville est caduc lorsqu'ils la quittent. Ils insistent sur le fait qu'ils ont été décriés comme parjures, collectivement, nominativement et publiquement, alors que tous n'ont pas prêté le serment à la ville. Ils affirment qu'ils n'ont pas eu conscience de commettre un forfait, contraire à la loi, mais estiment avoir agi de bonne foi, poussés par de bonnes raisons. En vertu de quoi, ils demandent réparation, soit d'être réhabilités dans leur honneur, qui a été sévèrement bafoué.

En résumé, la ville de Colmar demande aux compagnons de faire amende honorable, les compagnons demandent que la plainte de la ville soit considérée non justifiée et qu'elle soit condamnée aux dépens, car ce qui s'est passé a causé du tort à leur confrérie et constitue un affront.

L'arbitrage énonce que les compagnons ont eu tort de quitter la ville. Ceux qui ont prêté serment sont condamnés à une amende de 6 florins, ceux qui ne l'ont pas prêté à une amende d'un demi-florin. La

ville est condamnée à rembourser aux compagnons qui n'avaient pas prêté serment les frais subis. Il énonce aussi que l'honneur des compagnons doit être sauf, sans précision ¹⁵.

Insatisfaits de cet arbitrage et ne voulant céder en rien, les compagnons font appel en novembre 1495 devant la cour aulique d'Ensisheim, soit devant le *landvogt*, bailli provincial. Colmar émet alors un projet de compromis que les compagnons ignorent purement et simplement. Il précise que les compagnons doivent se soumettre aux recommandations du gouvernement de la ville en ce qui concerne la place occupée lors des processions, que le décri doit être purement et simplement oublié, l'honneur de chacun maintenu et les frais supportés par les deux parties.

La sentence de la cour d'Ensisheim est lapidaire : le jugement de Bergheim est considéré comme juste, ses dispositions sont maintenues, l'appel des compagnons boulangers est rejeté. Ils interjettent alors appel devant l'instance la plus haute de l'Empire, le *Reichskammergericht*, dont ils sont déboutés.

Le 7 juillet 1505, le différend est finalement porté devant le seigneur Guillaume de Ribeaupierre, arbitre choisi par les deux parties. Les compagnons sont représentés par deux des leurs de chacune des confréries de Strasbourg, Sélestat, Colmar, Kaysersberg, Fribourg-en-Brisgau, Guebwiller, Rouffach et Ribeauvillé. Ces confréries avaient fait l'objet d'un interrogatoire serré de la part des autorités concernant l'aide financière qu'elles auraient apportée à la confrérie de Colmar. Celle-ci avait interdit à tout compagnon boulanger de ces villes d'aller travailler à Colmar et de briser ainsi leur grève. Le conflit s'était donc élargi au niveau régional.

L'arbitrage est le suivant : les compagnons sont condamnés à régler une amende de 170 florins à la ville de Colmar selon un paiement échelonné sur plusieurs années, la corporation des boulangers se portant garant de ce paiement. Les mesures qu'ont subies les compagnons de la

15. La sentence du tribunal de Bergheim est arbitrale puisque, normalement, les parties auraient dû comparaître devant le tribunal de Colmar qui bénéficiait depuis 1495 du privilège de *non evocando*, c'est-à-dire que tout procès introduit devant son tribunal devait être réglé sur place ; ce privilège annulait l'*evocandi jus*, qui permettait au roi ou au pape de juger tout conflit non réglé par décision judiciaire. Ce privilège fut accordé aux princes et aux villes impériaux au détriment du roi entre 1487 et 1495.

part de la ville sont considérées invalides. La confrérie est maintenue dans ses droits, au niveau de ses dirigeants, règlements, décisions et privilèges. La ville est regardée comme irresponsable de l'éviction des compagnons de leur place dans la procession, qui devra leur être restituée.

D'autres événements plus ou moins graves émaillent cette affaire entre 1495 et 1505, dans le détail desquels il n'est pas possible d'entrer ici. La fabrication du pain étant essentielle, l'appel général au boycott avait désorganisé cette branche de l'économie. Une résolution définitive était indispensable.

Hormis l'amende à verser, qu'ils ne verseront pas dans sa totalité, les compagnons ont donc eu gain de cause au terme d'un conflit qui aura duré dix ans. Ils se trouvent réhabilités dans leur honneur, l'affront de parjures étant lavé, et retrouvent la place qui était la leur dans la procession.

Pour quelle raison les compagnons manifestent-ils un tel attachement à leur honneur ? La seconde partie va tenter de répondre à cette question.

Les fondements possibles de l'honneur

Cela a été dit dans l'introduction, les compagnons de métier, placés dans la situation intermédiaire entre l'apprentissage et la maîtrise, faisaient partie de la strate sociale la plus basse. Ils possédaient peu de biens, quelques hardes, placées sous clé par leur maître pour éviter qu'ils ne s'enfuient avant le terme de leur engagement. Leur salaire était modeste. Leurs obligations étaient nombreuses, en particulier les prestations de serments qui seront évoquées plus avant. Leur adhésion, payante, à la corporation de leur métier ainsi qu'à leur confrérie de piété était obligatoire. Dans cette dernière structure, leur liberté d'action était réduite et surveillée. Les conditions de travail étaient diversement acceptables : logement souvent indécent, parfois nourriture insuffisante et soumission à des voies de fait de la part de leur maître. Les mesures de rétorsion, à la moindre révolte, étaient appliquées avec sévérité et donnaient lieu à de nouveaux règlements. Cet ensemble de facteurs peut expliquer que les compagnons se réfugiaient, en quelque sorte, dans la seule brèche ouverte : l'honneur, sentiment vif et irrépissable.

L'historiographie ne retient, pour l'essentiel, que le travail des hommes et considère l'économie et la société comme un monde d'hommes, dans lequel, précisément, le sentiment de l'honneur, typiquement

masculin, est ardent, l'honneur des femmes se plaçant dans un autre registre. Cependant, la population, hormis les enfants, comportait grosso modo autant d'hommes que de femmes. Celles-ci n'étaient pas absentes de l'économie, travaillant dans les champs, les vignes, secondant leur mari dans l'atelier artisanal ou s'occupant de la vente. Selon une forme précoce de capitalisme, certaines tissaient chez elles sur des métiers mis à disposition par des entrepreneurs. D'autres exerçaient seules le métier de leur défunt mari, secondées par un compagnon. Aucune femme, cependant, n'est mentionnée dans le conflit des boulangers.

Les compagnons vivaient dans cet environnement social et économique, ils étaient imprégnés des valeurs qui le régissaient. Ils exigeaient – de nombreux conflits le démontrent – que leur honneur fût respecté, au même titre que celui des maîtres, des conseillers et autres patriciens de la ville, pour lesquels l'honneur était un trait de mentalité érigé en élément culturel.

Les serments que devaient prêter les compagnons de métier étaient nombreux. Par exemple, en cette fin du XV^e siècle, les compagnons boulangers de Colmar, devaient prononcer le serment à la ville, le *Bürgereid*, à la corporation des boulangers *Zum Kränzchen*, le *Dienstknechte Eyd*¹⁶, à leur confrérie et enfin à une réglementation générale concernant les compagnons de tous les métiers travaillant dans le Rhin supérieur, la *Knechte Ordnung*¹⁷.

16. AMC, BB 51, Eidbuch, p. 81. *Der Dienstknechte Eyd*. « Les compagnons doivent jurer d'obéir au *Schultheiß*, au Magistrat et aux Conseillers pour tout ce qui est légitime et d'avertir la ville de tout dommage dont ils auraient connaissance. S'il se présentait un danger, de se rendre d'urgence chez le maître de la corporation dans laquelle il est en service, de rester auprès de lui et de contribuer à empêcher tout désordre, de son mieux et fidèlement. En particulier, de ne pas interdire à quelque compagnon que ce soit de travailler chez son maître ni chez aucun autre. Si l'un d'eux (des compagnons) avait un litige avec un autre compagnon ou un habitant de Colmar, d'agir en justice devant sa corporation et, si cela ne l'arrange pas, devant le Magistrat et le Conseil de Colmar et nulle part ailleurs, sans contradiction ni mauvaise foi. » Traduction de l'auteur.

17. Plusieurs versions sont élaborées par les villes du Rhin supérieur et les corporations entre 1436 et 1473. La plus connue est celle de 1465. AMS, R. 2, f^o 58. Wilfried REININGHAUS, „Die Straßburger «Knechteordnung» von 1436. Ihre Entstehung und ihre Bedeutung für die Geschichte der Gesellengilden am Oberrhein“, *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, Band 126, Stuttgart, 1978.

Dans tous ces serments, ce qu'on exige des compagnons avant tout, c'est qu'ils se maintiennent à la place sociale qui leur est assignée en vertu de la division de la société, et d'obéir, au *Schultheiß*, sorte de prévôt, au Magistrat, au maître de la corporation, à leur patron, au président de leur confrérie. À cela s'ajoute l'obligation de porter tout conflit devant les autorités, de ne pas appeler au boycott d'un maître, de ne pas rompre leur engagement professionnel, de respecter les règles au sein de leur confrérie, et ainsi de suite.

126

De multiples conflits du travail ont éclos au cours du XIV^e et surtout du XV^e siècle, qui avaient semé le trouble dans la sphère professionnelle et partant, dans la société. Certains avaient pris une dimension régionale par les appels au boycott d'un métier. Citons, par exemple, ceux des charrons, menuisiers et tourneurs de Strasbourg en 1398 ; des cordonniers et tailleurs de Kaysersberg en 1399 ; des cordonniers en 1407 et des chaudronniers en 1434 dans de nombreuses villes du Rhin supérieur, des serruriers et des fabricants d'éperons à Strasbourg en 1463 ou encore des pelletiers de Sélestat en 1468 et en 1470 à Strasbourg¹⁸.

Ces conflits étaient liés aux conditions de travail ou à la suppression de prérogatives anciennes, comme le droit de juridiction que possédaient les compagnons de régler entre eux leurs différends, le droit de disposer d'un poêle, lieu de réunion, ou encore de s'occuper du placement d'un nouvel arrivé dans une ville. Si l'honneur y est moins mis en avant en tant que tel, il se manifeste néanmoins d'une façon sous-jacente par la revendication de respect des acquis ou des demandes d'amélioration de leur état. Les compagnons impliqués dans ces conflits exigent de la considération pour leur statut et qu'on prête attention à leurs suppliques qui ne leur semblent pas hors de propos.

Pour enrayer les conflits et en éviter d'autres, les villes avaient légiféré de concert et promulgué un règlement à l'échelle régionale concernant les compagnons de métier, la *Knechte-Ordnung*, remaniée à plusieurs reprises. La première version de 1436 émet l'interdiction de former des associations, des ligues et de tenir des réunions sans l'autorisation du gouvernement des villes ; l'obligation de prêter serment à la ville et de recourir à la justice du Conseil ; l'interdiction de porter

18. Monique DEBUS KEHR, *Travailler, prier, se révolter. Les compagnons de métier dans la société urbaine et leur relation au pouvoir. Rhin supérieur. XV^e siècle*, Strasbourg, 2007, p. 360-384.

à plus de trois à la fois les mêmes vêtements, chapeaux, chaussures ou autres signes distinctifs ; l'interdiction de porter des couteaux ou armes hormis ceux autorisés par la ville. Les contrevenants ne pourraient être engagés par aucun maître dans aucune ville.

La version de 1465 y ajoute l'interdiction de troubler la paix nocturne et celle de 1473 l'interdiction des poêles, des jardins, des maisons ou autres endroits loués par les compagnons, tous espaces de liberté. Les confréries, cependant, continuent d'être autorisées, les réunions s'y tenant sous la surveillance d'un maître, les fonds collectés, également sous surveillance, ne pouvant être attribués qu'à des objectifs de piété ou d'entraide.

Les compagnons boulangers de Colmar, comme ceux d'autres métiers des villes du Rhin supérieur, avaient été contraints de prêter serment à cette réglementation devenue de plus en plus contraignante. L'on peut alors se poser la question : cette dernière réglementation avait-elle exacerbé en eux le sentiment de leur position d'êtres subalternes constamment sous la coupe des autorités et avaient-ils saisi l'occasion de ce conflit pour ériger leur honneur en valeur absolue ?

En cette fin de siècle, le climat professionnel se caractérise, comme dit précédemment, par de multiples conflits entre maîtres et compagnons, quels que soient les métiers et les villes. Les compagnons avaient pris conscience de leur caractère indispensable au fonctionnement de l'économie : faisaient-ils grève et des pans entiers d'une activité s'effondraient. Grâce à leur circulation d'une ville à l'autre (*wandern*), rendue obligatoire par les règlements corporatifs et destinée à parfaire leur formation – mais qui manifeste aussi, de façon sous-jacente, l'impossibilité du marché du travail à les absorber tous – les compagnons de métier sont informés des contestations s'élevant ça et là. Les compagnons boulangers de Colmar ne faisaient pas exception à cette règle, comme le révèle leur origine géographique. Ils connaissent les résultats des révoltes lorsque la ténacité aboutit à la prise en considération de leurs revendications. Cependant, ils semblent ne fonder leur grève que sur cette question d'honneur, sans qu'il soit possible de savoir si elle constituait un prétexte à faire entendre leur voix et si d'autres motifs de mécontentement les agitaient. La source essentielle de ce conflit est le très officiel jugement de Bergheim. D'autres sources, sans doute, auraient permis d'en savoir davantage, d'avoir une grille de lecture plus diversifiée et d'analyser ce conflit avec d'autres clés.

Conclusion

La réaction des autorités, ville et corporation, à cette révolte met l'accent sur leur volonté de refuser tout écart par rapport aux normes qui définissaient la condition des compagnons. Toute forme de sédition pouvait, en effet, aboutir à un changement si elle était menée à terme, ce qui était craint par-dessus tout. L'un des objectifs des autorités était de maintenir la paix civile en vertu et à cause de la nécessité, pour chacun, d'occuper sa place. Par exemple, seuls les maîtres de métier étaient habilités à prendre part au gouvernement des villes¹⁹. Il était exclu que les compagnons, ne disposant pas du titre de bourgeois, puissent participer à la politique urbaine ou à celle des corporations et peser sur des décisions. Les serments prêtés devaient être respectés et les autorités ne souffraient pas qu'ils puissent faire l'objet d'une interprétation autre que la leur. Les arguments développés par les compagnons étaient donc rejetés.

Les compagnons, quant à eux, revendiquaient leur honneur qui servait en quelque sorte d'étendard à leur groupe, seul élément qui les mettait sur un pied d'égalité avec les couches sociales plus élevées. Néanmoins, il serait quelque peu naïf de croire qu'ils étaient blancs comme neige. Si l'honneur était le point de départ de leur révolte et de leur pugnacité, ils adoptèrent ensuite des attitudes qu'ils savaient contraires aux règlements, comme l'appel au boycott des boulangers de la ville adressé aux compagnons des villes du Rhin supérieur, le boycott étant une forme usuelle de contestation²⁰. L'on peut envisager aussi qu'ils aient été encouragés par le proto *Bundschuh* qui, en 1493, sema le trouble à Sélestat et s'attaquait aux privilèges de l'Église. Certes, les motifs et les protagonistes étaient différents, mais il flottait dans l'air comme un appel à refuser ce qui était jugé inacceptable.

19. Olivier RICHARD et Dominique ADRIAN, « Les métiers comme lieux de participation politique dans les villes d'Empire souabes (XIV^e-XV^e siècle) », Olivier RICHARD et Gabriel ZEILINGER (dir.), *La participation politique dans les villes du Rhin supérieur à la fin du Moyen Âge*, Berlin, 2017, p. 175-204.

20. Ulrich HENSELMEYER, "Dienst - Ehre - Gewalt. Überlegungen zur Interpretation der Gewaltdelinquenz von Stadtknechten und Bütteln in der spätmittelalterlichen Stadt", *Police in lokalen Räumen*, 2002, p. 55-70.

Résumé

L'honneur revendiqué des compagnons de métier. Rhin supérieur - fin du Moyen Âge

L'appartenance des compagnons de métier à un groupe social dévalorisé dans une société urbaine hiérarchisée se traduit par un vif sentiment de l'honneur. Cet honneur s'exprime par des attributs symboliques, comme des bannières ou des porte-cierge portés lors de grandes manifestations publiques ou religieuses. Le rang que les compagnons boulangers de Colmar détenaient de longue date à proximité du Saint-Sacrement lors de la Fête-Dieu et qui leur est refusé plusieurs années de suite les conduit, en 1495, à fuir la ville et à se lancer dans des procès et des actes de révolte qui ne trouveront leur épilogue qu'au bout de dix ans. L'honneur trouve aussi son expression dans les conditions ou l'organisation du travail, dont les compagnons revendiquent une part. Se sentent-ils bafoués dans des prérogatives accordées ou conquises de longue date qu'ils se révoltent, n'hésitant pas à affronter leurs maîtres et leurs organismes de tutelle, les corporations et le Magistrat. Les grèves qu'ils initient au niveau de leur ville ou de la région créent des tensions, paralysent le tissu économique, obligent les autorités à légiférer, à prendre des mesures coercitives destinées à éradiquer les remous et les velléités d'émancipation, parfois en vain. Les compagnons dont l'honneur est désavoué suscitent des conflits qui perturbent la paix sociale, gage de prospérité, enjeu majeur pour les autorités.

129

Zusammenfassung

Der Anspruch der Oberrheinischen Handwerksgesellen auf ihre Ehre am Ende des Mittelalters

Die Zugehörigkeit der Handwerksgesellen zu einer untergeordneten Gruppe in der hierarchisch gegliederten Stadtgesellschaft führte zu einem empfindlichen Ehrgefühl. Zur Darstellung dieser Ehre gehörten symbolische Attribute wie Banner und Stangenkerzen, die man bei großen öffentlichen oder kirchlichen Festen mitführte. Der Rang, den die Bäcker Gesellen von Colmar von jeher bei der Fronleichnamsprozession in der Nähe des Allerheiligsten innehatten, und der ihnen mehrere Jahre

nacheinander verweigert wurde, brachte sie 1495 dazu, die Stadt zu verlassen, vor Gericht zu ziehen und sich aufrührerisch zu verhalten; erst nach einem Jahrzehnt kam die Sache zur Ruhe. Dieses Ehrgefühl fand auch seinen Ausdruck im Anspruch der Gesellen auf Mitsprache bei den Arbeitsbedingungen. Hielten sie ihre seit langem erkämpfte Vorrechte für angetastet, so zögerten sie nicht zu revoltieren und gegen ihre Meister und die übergeordneten Instanzen, wie Zünfte und Stadtrat, vorzugehen. Die Streiks, die sie in ihrer Stadt oder auf Landesebene anzettelten, führten zu Spannungen und lähmten die Wirtschaft, was die Obrigkeit zwang, Maßnahmen zu ergreifen, manchmal vergebens, um Aufruhr und Emanzipierungsbestrebungen zu unterbinden. Die Gesellen, deren Ehre beschnitten wurde, verursachten Konflikte, die den sozialen Frieden störten und damit den Wohlstand gefährdeten, der für die Obrigkeit das höchste Gut darstellte. (trad. R. S.).

Summary

Medieval journeymen's sense of honour in the upper Rhine valley

The journeymen's belonging to an undervalued social group in a strictly hierarchical urban society accounts for a strong sense of honour, which was embodied by symbolic objects, such as banners or candle-holders, that would be carried during major public or religious celebrations. The Colmar baker guild's long standing rank close to the Blessed Sacrament during the Corpus Christi procession was not granted for several years, which incited them to flee the city in 1495 and to launch into a succession of lawsuits and revolts that would come to an end after 10 years only. This sense of honour is to be found in the labour organisation conditions, which journeymen claimed part of. Whenever they considered they were refused prerogatives, whether granted or hard-won, they would revolt, bravely facing their employers and supervisory authorities, guilds and magistrates. The local or regional strikes they organized caused tensions, jeopardized the local economy and forced the authorities to take coercive legal action so as to eradicate upheavals and attempted struggle for emancipation, sometimes to no avail. The journeymen's sense of blemished honour entailed disputes threatening social peace, which, alas, was a guarantee of prosperity and, as such, a major asset for authorities. (trad. P. B.).